



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Politique industrielle

Question au Gouvernement n° 3068

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Luc Carvounas et à lui seul.

M. Luc Carvounas. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances. Près de 12 millions de Français se trouvent actuellement au chômage partiel. Sur France 2, jeudi soir dernier, Bruno Le Maire jugeait qu'une relocalisation industrielle était nécessaire pour l'avenir de notre pays. Pourtant, dans la commune d'Alfortville dont je suis le nouveau maire, le groupe Sanofi ferme son centre de recherche et de développement, ce qui va entraîner la suppression sèche de 124 emplois. Dans mon département du Val-de-Marne, le groupe Renault, qui a reçu un prêt de 5 milliards d'euros de la part de l'État, fermera d'ici 2022 son usine de Choisy-le-Roi, ce qui fera disparaître près de 400 emplois. Nous étions d'ailleurs, tous les élus locaux, mobilisés samedi auprès des salariés.

M. Marc Le Fur. C'est la même chose en Bretagne !

M. Luc Carvounas. Au Gouvernement, je dis que nous sommes tous pour une souveraineté sanitaire, que nous voulons tous une transition écologique industrielle. Malheureusement, entre les discours et la réalité des faits, c'est le Grand Canyon ! Pouvez-vous préciser les détails de vos intentions quant à la relocalisation et à la transition industrielle de notre pays ?

Puisqu'il me reste du temps, je voudrais vous dire, chers collègues, au moment de quitter le Parlement après neuf années de mandat, que je vous adresse à tous, sur tous les bancs de notre assemblée, un salut républicain. J'adresse plus particulièrement mes affectueuses pensées aux membres de mon groupe ainsi qu'à mes deux présidents successifs, Olivier Faure et Valérie Rabault.

Je veux vous dire, monsieur le président Richard Ferrand, que vous êtes à mes yeux un président qui représente bien notre institution et qui la défend...

M. Fabien Di Filippo. Mieux que de Rugby !

M. Luc Carvounas. ...ce dont je souhaite vous remercier. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. Damien Abad. Cela sent la nomination !

M. Sébastien Leclerc. Il veut sans doute intégrer le Conseil économique, social et environnemental !

M. Luc Carvounas. Je salue le formidable travail réalisé quotidiennement par les fonctionnaires de notre belle institution. Après la crise sociale des gilets jaunes et la crise sanitaire du covid-19, j'émets simplement le vœu que l'État prenne enfin conscience que nos territoires sont la deuxième jambe sur laquelle doit s'appuyer notre pays, dans l'intérêt de tous nos concitoyens.

Chers collègues, n'oubliez jamais la belle mission qui est la vôtre (Applaudissements sur tous les bancs.), celle de porter la voix de la nation et de réaliser le meilleur pour nos compatriotes. Je vous souhaite bonne chance à toutes et tous.

M. le président. Merci, cher collègue. Nous vous félicitons pour votre élection et vous adressons nos vœux de succès dans l'exercice de votre mandat. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Au nom du Gouvernement, je vous félicite à mon tour, pour ce nouveau mandat, monsieur le député, mandat de proximité,...

M. Maxime Minot. Le nôtre aussi !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Étatà hauteur d'homme, dont nous savons l'importance, et je vous remercie pour le travail réalisé sur ces bancs au service de la démocratie.

Notre politique industrielle, sur laquelle vous m'interrogez, est au cœur de notre politique économique. Je suis fière d'appartenir à une majorité qui a recréé de l'emploi industriel dans ce pays.

M. Pierre Cordier. N'importe quoi !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État . Je rappelle que ce n'était pas arrivé depuis 2000. Chaque année, de 2000 à 2016, nous avons dû faire face à des suppressions d'emplois industriels. En 2017, 2018 et 2019, nous avons recréé un peu moins de 30 000 emplois industriels nets : ce n'est pas extraordinairement élevé mais c'est le début d'une reconquête industrielle dont nous devons être fiers.

M. Pierre Cordier. On vous parle de l'avenir, pas du passé !

M. Fabien Di Filippo. Et aujourd'hui ?

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État . La France est aussi le pays qui accueille le plus grand nombre de projets d'investissements industriels étrangers et elle a ouvert plus de sites industriels qu'elle n'en a fermé ces trois dernières années.

M. Pierre Cordier. Regardez devant, pas derrière !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État . Je veux le réaffirmer aujourd'hui où nous sommes effectivement confrontés à une crise sans précédent. Dans cette crise, forts de ce que nous avons construit ces trois dernières années, nous sortons notre épingle du jeu. Vous évoquez les localisations dans le secteur automobile : c'est un milliard d'euros d'investissements qui vont être engagés par les constructeurs et les équipementiers de premier rang – je pense à Valeo, Faurecia, PSA et Renault – pour réimplanter des sites de production en France. C'est également en ce sens que nous travaillons pour l'industrie de la santé – nous annoncerons prochainement un plan d'action – ainsi que pour l'aéronautique, pour laquelle nous venons d'annoncer un plan qui nous permettra de maintenir notre production et nos parts de marché.
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

Données clés

Auteur : [M. Luc Carvounas](#)

Circonscription : Val-de-Marne (9^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3068

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [10 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 juin 2020](#)